

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

REIMS, le 28 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ONYX EST**

1, rue Henriette Gall Grimm  
Bâtiment O'rigin  
54000 Nancy

Références : D3 i 2022-928  
Code AIOT : 0005701422

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 BEINE-NAUROY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 BEINE-NAUROY
- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumis à autorisation pour les activités de

- tri de déchets industriels
  - plateforme de valorisation du bois
  - installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
  - dépôts de matériaux inertes
  - plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets
- Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Exercice de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Exercice d'incendie du 08/11/2022 avec le SDIS	AP Complémentaire du 21/01/2021, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice incendie réalisé avec les services du SDIS a mis en évidence des manquements organisationnels et techniques de la part de l'exploitant qui s'est engagé à les résorber rapidement. L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de fixer un délais de 3 mois à l'exploitant pour apporter la preuve de la résorption de ces manquements.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice d'incendie du 08/11/2022 avec le SDIS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Détection incendie [...] L'exploitant met en place une seconde caméra thermique au minimum. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux de comblement des alvéoles, les caméras sont au besoin déplacées afin de permettre de visualiser l'ensemble des zones de stockage en cours d'exploitation et ne faisant donc pas l'objet d'une couverture. [...]  Moyens d'intervention [...] L'exploitant met en place une conduite d'alimentation en eau d'extinction fixe permettant de rapprocher le point d'accès à la réserve d'eau d'extinction des zones en cours d'exploitation. [...] [...] L'exploitant s'assure de la disponibilité permanente sur son site de 600 m de « flexible pompier » et d'une motopompe dédiée à la lutte contre un incendie permettant de délivrer un débit d'eau de 1 100 l/min.  Formation du personnel [...] Des exercices annuels sont organisés afin de tester la mise en œuvre de ces dispositifs [...]

**Constats :**

L'exploitant a organisé un exercice incendie le 08/11/2022 avec les services du SDIS de la Marne et la présence de l'inspection des installations classées.

Un compte rendu de l'exercice a été envoyé le 08/11/2022 par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Scénario : départ de feu dans la nouvelle alvéole en exploitation

Durée de l'exercice : de 9h30 à 10h15

Matériel : un camion pompe tonne, une motopompe remorquable

L'inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant a accueilli et guidé les services de secours sur le site.

L'exercice a mis en évidence plusieurs manquements :

- 1) Absence de détection de l'incendie par la société OMEGA via les caméras thermiques. Les seuils de température d'alerte étaient trop élevés du fait de la chaleur des pots d'échappement des engins fonctionnant sur site (seuils d'alerte à 200°C en heures d'exploitation et à 80°C hors heures d'exploitation) ;
- 2) Chemin d'accès non stabilisé vers la réserve incendie, non pénalisant lors de l'exercice mais rendant le chemin impraticable par temps de pluie ;
- 3) Absence de vannes en entrée et sortie sur la colonne sèche, empêchant la mise sous pression de la ligne tant que l'ensemble du matériel n'est pas installé ;
- 4) Désolidarisation du manchon de raccord en sorte de la colonne sèche lors de la mise en pression de la colonne, rendant la colonne inutilisable. Cette désolidarisation a mis fin à l'exercice incendie du fait de l'impossibilité d'attaquer le feu via la lance incendie. La colonne reste inutilisable pour de futures interventions réelles, en attente de réparation du manchon et du test de la résistance à la pression ;
- 5) Pompage de matériaux solides grossiers depuis le bassin de réserve incendie, par le biais de la motopompe des services du SDIS, avant l'arrivée d'une eau plus claire dans les tuyaux. L'inspection invite l'exploitant à prévoir un contrôle des crépines de la réserve incendie afin de constater leur état et de procéder à un curage du bassin, le cas échéant.

A la fin de l'exercice, ainsi que dans son compte-rendu, l'exploitant s'est engagé à :

- Revoir avec son prestataire OMEGA les seuils de détection incendie des caméras thermiques afin de déclencher l'alerte plus rapidement en cas de départ de feu (abaissement des seuils) ;
- Rendre le chemin d'accès à la réserve incendie praticable en permanence (opération en cours) ;
- Équiper le tuyau de raccordement d'une vanne en amont et en aval afin de permettre aux équipes du SDIS de se mettre en place plus rapidement ;
- Revoir la connectique raccord/colonne sèche afin qu'elle résiste à la pression lors de l'utilisation ;
- Mettre en place une motopompe fixe à demeure sur site (les citernes et les lances sont commandés) ;
- Mettre à jour les plans d'intervention (opération en cours).

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de la résorption des manquements constatés ci-dessus lors de l'exercice incendie, sous un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois